

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29628]

12 JUNI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 1 bij het beheerscontract van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » 2013-2018

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, artikel 40*quinquies*, 4°, ingevoegd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, de artikelen 24 en 25;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 tot goedkeuring van de beroersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 april 2014;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van bestuur van de "O.N.E." van 28 mei 2014;

Op de voordracht van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het aanhangsel nr. 1 bij het beheerscontract van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » 2013-2018 goed, dat bij dit besluit gevoegd wordt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29648]

12 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française, les articles 3, § 3, 4, alinéa 2, et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 février 2010 portant exécution du décret du 4 juillet 2008 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis 56.043/2 du Conseil d'État donné le 7 mai 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, ayant dans ses attributions la simplification administrative et l'e-Gouvernement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « autorité publique » : les autorités visées à l'article 1^{er}, 1°, du décret;

2° « décret » : le décret du 3 avril 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques de la Communauté française;

3° « signature électronique » : la signature électronique définie à l'article 2, 1°, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification;

4° « signature électronique qualifiée » : une signature électronique avancée, définie à l'article 2, 2°, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, réalisée sur la base d'un certificat qualifié visé à l'article 2, 4°, de la loi et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique, au sens de l'article 2, 7°, de la loi;

5° « formulaire » : tout document structuré, utilisé dans le cadre d'une procédure, au moyen duquel un usager externe aux autorités publiques adresse des demandes ou échange des informations avec ces dernières;

6° « formulaire électronique » : version électronique d'un formulaire;

7° « données de journalisation » : toutes données techniques de connexion ou de trafic enregistrées par les serveurs informatiques des autorités publiques.

Art. 2. Un formulaire électronique complété, validé et transmis, avec ses éventuelles annexes, conformément aux indications qui y figurent, est assimilé au formulaire papier portant le même intitulé, complété, signé et transmis, avec ses éventuelles annexes, à l'autorité publique concernée, conformément aux dispositions décrétales et réglementaires.

Art. 3. L'exigence d'écrit, de support papier ou de support durable est satisfaite par tout instrument permettant à l'autorité publique ou à l'utilisateur de stocker des informations qui lui sont adressées d'une manière permettant de s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées.

Art. 4. Lorsqu'une ou plusieurs signatures ou paraphes sont requis pour assurer la validation d'un formulaire, d'une pièce qui s'y rattache ou de tout autre document requis dans le cadre d'une communication par voie électronique, cette exigence est remplie par l'utilisation d'une signature électronique qualifiée ou par tout autre procédé de signature électronique, reconnu et validé par l'autorité publique, garantissant l'authenticité de l'origine, l'adhésion au contenu de l'acte et le maintien de l'intégrité des informations que le document contient.

Art. 5. § 1^{er}. Moyennant le respect des autres modalités d'envoi prévues pour chaque formulaire électronique, un formulaire peut être valablement envoyé par voie électronique et ce, malgré l'exigence d'envoi postal à une adresse déterminée.

Lorsqu'il est imposé la transmission au demandeur d'un accusé d'enregistrement, l'accusé ainsi que les données de journalisation détenues par les autorités publiques font foi, jusqu'à preuve du contraire, de la réception technique du formulaire et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que du moment de la réception et des données transmises.

§ 2. Sous réserve du droit de chaque service administratif relevant de l'autorité publique d'exiger, si nécessaire et avant toute prise de décision, la remise par le demandeur de la pièce originale au format papier, les pièces justificatives qui accompagnent un formulaire électronique peuvent être remises sous forme électronique.

A défaut de pouvoir remettre une pièce électronique ayant valeur d'original reconnue et validée par l'autorité publique, le demandeur est autorisé à remettre une version électronique constituant une copie de la pièce originale.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le demandeur accompagne cette version électronique d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en possession de la pièce originale qu'il conserve à la disposition des autorités publiques.

Art. 6. L'exigence d'un envoi recommandé est satisfaite par tout procédé de recommandé électronique qui respecte les conditions établies par le Ministre ayant dans ses attributions l'e-Gouvernement.

Art. 7. L'exigence de la mention « lu et approuvé » ou de toute autre mention manuscrite, qui permet d'attirer l'attention de celui qui s'oblige, en authentifiant l'origine de la marque manuscrite et en préservant l'intégrité de l'information, est satisfaite par tout procédé reconnu et validé par l'autorité publique garantissant que l'attention de celui qui s'oblige a été attirée avec la même efficacité sur la portée de son engagement.

Art. 8. L'exigence de sceau ou de cachet se rapportant à une pièce administrative est satisfaite par l'utilisation d'une signature électronique conforme à l'article 4, et sous contrôle soit de la personne morale titulaire du sceau, soit d'une personne susceptible d'engager la personne morale.

Art. 9. L'exigence d'envoi en plusieurs exemplaires est satisfaite dès que les documents ont été transmis par voie électronique moyennant le respect des modalités d'envoi prévues pour la communication du document par l'autorité publique, et pour autant que le procédé utilisé permette la conservation des informations figurant dans le document dans le respect des fonctions d'intégrité et de pérennité, tout en permettant à chacune des parties d'y avoir accès et de les reproduire à l'identique.

Art. 10. Une autorité publique est habilitée à communiquer exclusivement par voie électronique avec un usager en ce qui concerne des communications spécifiques et clairement identifiées, si cet usager a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir uniquement des communications par voie électronique.

L'autorité publique veille à fournir une information claire et compréhensible concernant le droit de s'opposer, pour l'avenir, à communiquer par voie électronique.

Art. 11. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2014.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 février 2010 portant exécution du décret du 4 juillet 2008 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII est abrogé.

Art. 13. Le Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29648]

12 JUNI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap, de artikelen 3, § 3, 4, tweede lid, en 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 februari 2010 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2008 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII;

Gelet op advies nr. 56.043/2 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-president bevoegd voor de administratieve vereenvoudiging en de e-Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "overheid" : de overheden bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet;

2° «decreet» : het decreet van 3 april 2014 betreffende de mededelingen langs elektronische weg tussen de gebruikers en de overheid van de Franse Gemeenschap;

3° "elektronische handtekening" : de elektronische handtekening omschreven in artikel 2, 1°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten;

4° "gekwalficeerde elektronische handtekening" : de geavanceerde elektronische handtekening bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, tot stand gebracht op grond van een gekwalificeerd certificaat bedoeld in artikel 2, 4°, van die wet en ontwikkeld d.m.v. een veilig systeem voor het aanmaken van een elektronische handtekening in de zin van artikel 2, 7°, van die wet;

5° «formulier» : elk gestructureerd document dat in het kader van een procedure gebruikt wordt en waarmee een gebruiker die niet tot de overheid behoort, aanvragen richt aan de overheid of informatie met haar uitwisselt;

6° "elektronisch formulier" : elektronische versie van een formulier;

7° "logingegevens" : alle technische connectie- of trafiekgegevens geregistreerd door de informaticaservers van de overheid.

Art. 2. Een elektronisch formulier, ingevuld, gevalideerd en met mogelijke bijlagen overgezonden, overeenkomstig de daarin opgenomen aanwijzingen, wordt gelijkgesteld met het papieren formulier dat hetzelfde opschrift draagt en dat overeenkomstig de decretale en reglementaire bepalingen ingevuld, getekend en met mogelijke bijlagen overgemaakt wordt aan de betrokken overheid.

Art. 3. Het vereiste van een geschrift, van een papieren of duurzame drager wordt vervuld door ieder hulpmiddel dat de overheid of de gebruiker in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is aangepast aan het doel waarvoor de informatie is bestemd, en dat een ongewijzigde weergave van de opgeslagen informatie mogelijk maakt.

Art. 4. Indien één of meer handtekeningen of parafen vereist worden voor de validatie van een formulier of van een stuk dat er bij gevoegd is, of van elk ander document vereist in het kader van een communicatie via elektronische weg, wordt aan dit vereiste voldaan door gebruik te maken van een gekwalificeerde elektronische handtekening of van elke andere techniek van elektronische handtekening, erkend en gevalideerd door de overheid, die de authenticiteit van de herkomst, de toetreding tot de inhoud van de akte en het behoud van de integriteit van de inhoud van elk document waarborgen.

Art. 5. § 1. Mits naleving van de andere verzendingsmodaliteiten waarin voor elk elektronisch formulier voorzien wordt, kan een formulier rechtsgeldig verzonden worden langs de elektronische weg ondanks het vereiste inzake postverzending naar een welbepaald adres.

Wanneer de aanvrager een bericht van registratie moet overmaken, gelden het bericht alsook de logingegevens waarover de overheid beschikt als bewijs van de technische ontvangst van het formulier en de bijgevoegde stukken, alsook van het tijdstip van ontvangst, en van de overgemaakte stukken, behoudens tegenbewijs.

§ 2. Onverminderd het recht van elke administratieve dienst die onder de overheid ressorteert om desnoods en vóór elke besluitvorming te eisen dat de aanvrager het originele stuk op papier overmaakt, mogen de bij een elektronisch formulier gevoegde bewijsstukken elektronisch overgemaakt worden.

Indien het niet mogelijk is om een elektronisch stuk erkend en gevalideerd door de overheid over te maken dat de waarde van het originele heeft, mag de aanvrager een elektronische versie overmaken die een afschrift van het originele stuk is.

In het geval bedoeld in het tweede lid zendt de aanvrager deze elektronische versie met een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij in het bezit is van het originele stuk, dat hij ter beschikking houdt van de overheid.

Art. 6. Het vereiste inzake aangetekende verzending van een formulier kan vervuld worden via technieken inzake aangetekende elektronische verzending die de voorwaarden bepaald door de Minister bevoegd voor de e-Regering in acht nemen.

Art. 7. Het vereiste van de melding "gelezen en goedgekeurd" of van elke andere schriftelijke melding, die de aandacht trekt van degene die zich verbindt, door de authenticatie van de herkomst van het schriftelijk kenmerk en door het behoud van de integriteit van de informatie, wordt vervuld d.m.v. elk door de overheid erkend en gevalideerd procedé dat waarborgt dat de aandacht van degene die zich verbindt, gevestigd is met dezelfde efficiëntie op de draagwijdte van zijn verbintenis.

Art. 8. Het zegel- of stempelvereiste betreffende een administratief stuk wordt vervuld via een elektronische handtekening overeenkomstig artikel 4, en onder toezicht, hetzij van de rechtspersoon die houder is van de zegel, hetzij van een persoon die de rechtspersoon zou kunnen verbinden.

Art. 9. Het vereiste inzake de verzending in verschillende exemplaren wordt vervuld zodra de stukken langs de elektronische weg zijn overgemaakt, met inachtneming van de verzendingsmodaliteiten waarin voor de mededeling van het document door de overheid voorzien wordt, en voor zover het gebruikte procedé de opslag van de informatie toelaat die in het document voorkomt met inachtneming van de functies van integriteit en duurzaamheid, en waarbij tegelijkertijd elke partij de mogelijkheid wordt geboden om er toegang toe te hebben en om ze ongewijzigd te reproduceren.

Art. 10. Een overheid is gemachtigd om uitsluitend langs de elektronische weg met een gebruiker te communiceren wat betreft specifieke en duidelijk geïdentificeerde communicaties, als deze gebruiker zijn vrije, voorafgaande, specifieke en op informatie berustende toestemming heeft gegeven om uitsluitend communicaties langs de elektronische weg te krijgen.

De overheid zorgt ervoor dat er een duidelijke en begrijpelijke informatie wordt verstrekt met betrekking tot het recht om zich, voor de toekomst, te verzetten tegen een communicatie via de elektronische weg.

Art. 11. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 oktober 2014.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 februari 2010 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2008 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister bevoegd voor de e-Regering, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29619]

9 JUILLET 2014. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section « Vidéaste » (code 642110S20D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et octroyant le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) aux porteurs du Certificat de qualification de « Vidéaste » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale et du Certificat de « complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur »

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 75 et 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1994 relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 et plus particulièrement l'article 6, § 1^{er}, 2^o, et § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2008 approuvant le dossier de référence de la section « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D2) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et comptant 680 périodes;

Vu l'approbation du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 27 mars 2014;

Vu l'avis de la Cellule de consultation du 4 juin 2014, réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 6 juin 2014,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Vidéaste » (code 642110S20D1) ainsi que les dossiers de référence des unités de formation constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

Seize des unités de formation qui la composent sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition et une unité de formation est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.